



Concession de distribution publique d'électricité d'ENERGIE Eure-et-Loir

Annexe 2 A de l'annexe 2 du cahier des charges

Schéma directeur des investissements
Programmes pluriannuels d'investissements

ANNEXE 2A

Modalités d'élaboration, de suivi et de révision du schéma directeur des investissements et des programmes pluriannuels d'investissements

SOMMAIRE

| | |
|---|---------------|
| TITRE I : COMITÉ DE PILOTAGE | PAGE 3 |
| TITRE II : LE DIAGNOSTIC TECHNIQUE PARTAGÉ | PAGE 4 |
| Article 1 : Suivi annuel et actualisation du diagnostic technique partagé | PAGE 4 |
| Article 1.1 : Echanges de données et d'informations entre les parties | PAGE 4 |
| Article 1.2 : Modalités d'actualisation du diagnostic | PAGE 4 |
| TITRE III : LE SCHÉMA DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS (SDI) | PAGE 5 |
| Article 2 : Objet et contenu du schéma directeur des investissements | PAGE 5 |
| Article 3 : Révision du schéma directeur des investissements | PAGE 5 |
| TITRE IV : LES PROGRAMMES PLURIANNUELS D'INVESTISSEMENTS (PPI) | PAGE 6 |
| Article 4 : Objet des plans pluriannuels d'investissements | PAGE 6 |
| Article 5 : Programme pluriannuel 2021 – 2024 | PAGE 6 |
| Article 6 : Suivi annuel et évaluation des programmes pluriannuels | PAGE 6 |
| Article 6.1 : Modalités de suivi annuel des quantités d'ouvrages réalisés | PAGE 7 |
| Article 6.2 : Bilan provisoire des investissements réalisés dans le cadre du PPI | PAGE 7 |
| Article 6.3 : Bilan définitif des investissements réalisés dans le cadre du PPI | PAGE 7 |
| Article 6.4 : Modalités de révision des programmes pluriannuels d'investissements | PAGE 8 |
| Article 7 : Elaboration des programmes pluriannuels ultérieurs | PAGE 8 |
| Article 8 : Déclinaison des programmes pluriannuels en programmes annuels (PA) | PAGE 8 |
| Article 8.1 : Elaboration des programmes annuels | PAGE 8 |
| Article 8.2 : Suivi des investissements dans le cadre des programmes annuels | PAGE 10 |

PREAMBULE

La présente annexe détaille les dispositions prévues à l'article 11 du cahier des charges de concession et de son annexe 2.

Aux termes de l'article 11 du cahier des charges, les parties conviennent d'établir de façon concertée un dispositif de gouvernance des investissements sur le réseau du territoire de la concession incluant le renouvellement des ouvrages.

Conformément aux règles comptables, les investissements réalisés par le le gestionnaire du réseau de distribution donneront lieu à l'utilisation du stock de provisions pour renouvellement qui s'élevait au 31/12/2019 à 46 916 k€ (donnée CRAC 2019).

Sur la base d'un diagnostic technique partagé entre les parties, ce dispositif se décline comme suit :

- un schéma directeur des investissements (SDI) sur le réseau public de distribution d'électricité correspondant à une vision à long terme des évolutions du réseau sur le territoire de la concession ;
- des programmes pluriannuels d'investissements (PPI) constituant une déclinaison à moyen terme du schéma directeur par période de quatre ans et placés sous la maîtrise d'ouvrage du concessionnaire ;
- des programmes annuels d'investissements (PAI) du gestionnaire du réseau de distribution, en déclinaison des programmes pluriannuels de référence.

La présente annexe vise à définir un comité de suivi des investissements (titre I), les règles générales applicables au diagnostic technique partagé (titre II), au schéma directeur des investissements (titre III) et aux programmes pluriannuels d'investissements (titre IV).

Sont associées à la présente annexe les annexes au cahier des charges suivantes :

- annexe 2B : le diagnostic technique partagé ;
- annexe 2C : le schéma directeur des investissements ;
- annexe 2D : le programme pluriannuel d'investissements de la première période 2021 - 2024.

TITRE I – COMITE DE SUIVI DES INVESTISSEMENTS

Un comité de suivi des investissements composé de représentants de l'autorité concédante et du gestionnaire du réseau de distribution est mis en place au démarrage du contrat.

Ce comité se réunit à minima une fois par an afin :

- d'actualiser s'il y a lieu le diagnostic technique partagé,
- de suivre le bon avancement du SDI, de chacun des PPI et des PAI.

Le comité de suivi constitue aussi un lieu d'échanges sur le respect des dispositions locales convenues entre les Parties et sur les évolutions éventuelles du SDI, des PPI et des dispositions locales.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle au suivi continu de l'activité opérationnelle sur la concession, via des réunions tenues mensuellement et visant à analyser les événements relatifs à l'exploitation, à la qualité de service et à l'avancée des opérations de travaux sur la concession.

TITRE II - LE DIAGNOSTIC TECHNIQUE PARTAGE

Article 1 - Suivi annuel et actualisation du diagnostic technique partagé

Article 1.1 - Echanges de données et d'informations entre les parties

Tout au long du contrat, le diagnostic technique partagé fait l'objet d'un suivi annuel conjointement assuré par l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau de distribution afin que soient pris en compte sur l'exercice écoulé :

- l'évolution des données brutes ayant servi à son élaboration et des autres données qui seraient utiles,
- les projets de développement, d'aménagement, d'innovation.

Afin d'assurer ce suivi, le gestionnaire du réseau de distribution fournit annuellement au concédant au plus tard le 1^{er} juin de l'année N+1 les données et études suivantes :

- toutes données utiles au suivi du diagnostic de l'année N incluant à minima les données brutes identifiées dans le diagnostic initial et complétées de toutes données considérées, d'un commun accord entre les parties, comme utiles.
- l'état d'avancement de la réalisation des ouvrages prévus au schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) et les orientations prévues à moyen terme pour l'organisation générale de la distribution : création ou aménagement de postes sources, organisation des départs HTA, évolutions structurelles et tous éléments relatifs aux évolutions des orientations de développement sur le territoire de la concession qui seraient portées à sa connaissance

Le suivi du diagnostic pourra également s'appuyer sur l'analyse d'événements relatifs à l'exploitation, à la qualité de service et à l'avancée des opérations de travaux sur la concession.

De même, en cas de projet présentant un impact potentiel important sur les réseaux de distribution (exemples : révisions de PLU, projets impliquant de nouveaux soutirages supérieurs à 1MW...), le gestionnaire du réseau de distribution et l'autorité concédante étudieront la nécessité d'intégrer ces éléments dans le diagnostic.

Article 1.2 Modalités d'actualisation du diagnostic

Dans le cadre de l'élaboration de chaque PPI, soit tous les quatre ans, les Parties se rencontrent pour convenir de l'actualisation du diagnostic technique.

Cette actualisation est réalisée au plus tard au 30 juillet de la dernière année du PPI en cours, ceci afin :

- d'examiner si une mise à jour du schéma directeur des investissements (SDI) doit être envisagée,
- de pouvoir élaborer le programme pluriannuel d'investissements (PPI) suivant.

Les parties mettront tout en œuvre pour garantir que les échanges de données et les réunions nécessaires permettront le respect de ce délai.

Les échanges devront notamment couvrir l'ensemble des sujets traités dans le diagnostic partagé existant complété de nouvelles problématiques identifiées. En particulier, l'actualisation du diagnostic devra comprendre un focus sur les nouveaux enjeux liés à la transition énergétique dont notamment la production décentralisée et son intégration au réseau, l'autoconsommation, les modifications des profils de consommation et des consommations, les potentiels de flexibilité locale, l'intégration de nouveaux usages (mobilité électrique...).

Les éléments d'analyses décrits ci-dessus constituent un socle pouvant être complété par tous besoins complémentaires identifiés.

Si les parties constatent d'un commun accord la nécessité de faire évoluer le diagnostic, un diagnostic actualisé sera présenté au comité de suivi et à l'organe délibérant de l'autorité concédante. Ainsi l'autorité concédante aura une vision précise des évolutions du diagnostic ainsi actualisé et qui sera intégré par avenant au contrat de concession.

TITRE III - LE SCHEMA DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS (SDI)

Article 2- Objet et contenu du schéma directeur des investissements

Le schéma directeur des investissements s'appuie sur le diagnostic technique partagé et dresse une vision technique, qualitative et quantitative sur la durée du contrat, des évolutions du réseau.

En lien avec les enjeux identifiés par l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau de distribution, il définit des valeurs repères constituant des ambitions en termes de qualité de distribution et de gestion patrimoniale.

Les valeurs repères orientent les choix d'investissements déclinés dans les programmes pluriannuels.

Au schéma directeur des investissements sont associés des Programmes Pluriannuels d'Investissements (PPI) qui précisent certaines actions planifiées sur 4 ans. En complément, l'ensemble des investissements hors PPI du gestionnaire du réseau de distribution contribue à la réalisation du SDI. La réconciliation des données issues des PPI et des investissements délibérés du gestionnaire du réseau de distribution permettent de suivre l'atteinte des ambitions du SDI.

Article 3- Révision du schéma directeur des investissements

Le schéma directeur peut être révisé a minima tous les huit ans pour tirer les conséquences de l'exécution de chaque PPI ou en cas d'évolution significative du diagnostic partagé actualisé par rapport au diagnostic initial.

En outre, le schéma directeur peut être révisé, en tant que de besoin et en cas d'accord entre les parties, notamment dans les cas suivants, conformément aux stipulations de l'article 11 du cahier des charges :

- en cas d'évolution significative affectant les conditions techniques et économiques de la distribution publique d'électricité sur le territoire de la concession ;
- Pour tenir compte de la mise en œuvre des PPI

Les parties pourront en tout état de cause réviser le schéma directeur chaque fois qu'elles le jugeront utile.

Dans ce cas, les parties se rencontreront pour convenir d'un calendrier de travaux conjoints permettant, sous un délai d'un an maximum, la révision du schéma directeur. Dans tous les cas où les parties décideront de réviser le schéma directeur, cette révision fera l'objet d'un avenant au contrat de concession.

TITRE IV - LES PROGRAMMES PLURIANNUELS D'INVESTISSEMENTS (PPI)

Article 4 - Objet des programmes pluriannuels d'investissements

Afin de répondre aux ambitions du schéma directeur, le gestionnaire du réseau de distribution réalise des investissements sur l'ensemble du réseau. Il informe l'autorité concédante des programmes pluriannuels d'investissements (PPI) par période de 4 ans, et ce jusqu'au terme normal du contrat de concession.

Les programmes pluriannuels d'investissements intègrent uniquement les réalisations du concessionnaire. Ils font l'objet d'un engagement financier de celui-ci sur l'ensemble des opérations retenues pour la période de 4 ans.

Chaque programme pluriannuel comporte des objectifs précis par finalités portant sur une sélection d'investissements quantifiés et localisés. Le PPI indique la contribution de ces investissements à la réalisation des ambitions du schéma directeur.

Ces programmes sont détaillés en quantités d'ouvrages et ce :

- par catégories (linéaires HTA, BT, ...) et finalités d'investissements ;
- par zones localisées et qualifiées dans le PPI,
- pour des opérations de développement ou d'aménagement décidées à la date d'établissement du programme, en ouvrages à mettre en service,
- pour tout autre objectif jugé pertinent par les parties, et ce sur l'ensemble de la concession.

Les quantités d'ouvrages et les montants d'investissements sont précisés pour chacune des lignes d'investissement.

L'enveloppe prévisionnelle d'investissements de renouvellement faisant l'objet d'une consommation du stock restant de provisions pour renouvellement est identifiée sein du PPI.

Les PPI sont intégrés par avenants au contrat de concession.

Article 5 - programme pluriannuel 2021-2024

Le programme pluriannuel 2021-2024 constitue l'annexe 2D.

Article 6 - Suivi annuel et évaluation des programmes pluriannuels

Les parties conviennent de suivre et de mesurer l'avancement des programmes pluriannuels d'investissements en termes de quantité et de contribution aux ambitions et valeurs repères du SDI.

La réalisation de chaque programme pluriannuel d'investissements et son efficacité sont mesurées par des indicateurs de suivi et d'évaluation pouvant être complétés en concertation lors de l'établissement des programmes pluriannuels d'investissements.

Article 6.1 Modalités de suivi annuel

Afin de mener à bien le suivi annuel de la bonne exécution des programmes pluriannuels d'investissements, le gestionnaire du réseau de distribution communique au plus tard le 1^{er} juin de l'année N+1 l'état de réalisation du programme pluriannuel d'investissements au 31 décembre de l'année N. Cet état de réalisation décrit, sur la base des tableaux d'indicateurs techniques et financiers, l'avancement du programme pluriannuel en termes d'ouvrages réalisés et de montants financiers.

Cet état est accompagné de la description complète des investissements. Il comporte un tableau spécifique de l'utilisation du stock de provisions pour renouvellement.

Conjointement au suivi décrit précédemment, le gestionnaire du réseau fournira une présentation du niveau de réalisation du PPI en incluant : l'avancement du programme de l'année en cours et les premières orientations à prendre en compte pour la préparation du programme de l'année suivante.

Article 6.2 - Bilan provisoire des investissements réalisés dans le cadre du PPI

Les parties arrêtent au plus tard le 30 juin de la dernière année du programme pluriannuel d'investissements en cours un bilan provisoire des investissements effectivement réalisés et de leur contribution aux ambitions et valeurs repères du SDI.

Ce bilan provisoire est établi à partir des trois premières années de réalisation du programme pluriannuel et de l'avancement du programme annuel en cours. Il s'appuie sur les dispositions citées aux articles 6.1 et 6.1.1.

Il est réalisé sur la base des tableaux de suivi du programme pluriannuel d'investissements en termes d'ouvrages réalisés et de montants financiers. Il mesure leur contribution aux ambitions et valeurs repères et doit permettre de contribuer à l'élaboration du PPI suivant.

Le bilan provisoire des investissements réalisés donne lieu à l'établissement d'un rapport au comité de suivi.

Article 6.3 - Bilan définitif des investissements réalisés dans le cadre du PPI

Au plus tard le 1^{er} juin qui suit la dernière année d'un programme pluriannuel d'investissements, le gestionnaire du réseau de distribution transmet à l'autorité concédante le bilan définitif des investissements de ce programme en termes d'ouvrages réalisés et de montants financiers. Ce bilan fait apparaître ces mêmes données pour chaque ligne du programme pluriannuel d'investissements. Il vient en consolidation du rapport exposé à l'article 6.2.

Le bilan définitif est présenté au comité de suivi. Il comporte tous les éléments permettant de faire apparaître l'amélioration de la desserte dans les zones traitées.

S'il est constaté contradictoirement à l'issue de chaque programme pluriannuel que certains investissements relevant de la maîtrise d'ouvrage du gestionnaire du réseau de distribution figurant au dit programme, n'ont pas été réalisés, sans que cela ne puisse être imputé, ni à la force majeure, ni au fait d'un tiers ou de l'autorité concédante, celle-ci, après avoir entendu les observations du gestionnaire du réseau de distribution, peut mettre en œuvre les stipulations de l'article 11 A 4) du cahier des charges.

Article 6.4 - Modalités de révision des programmes pluriannuels d'investissements

Chaque programme pluriannuel d'investissements peut faire l'objet d'une révision en tant que de besoin, à l'initiative du gestionnaire du réseau de distribution ou de l'autorité concédante, après concertation entre les parties, afin de tenir compte notamment de l'évolution des orientations en matière d'investissements ou de nouvelles exigences réglementaires affectant les conditions de réalisation des ouvrages.

Le programme pluriannuel d'investissements est en outre révisé en cas de révision du schéma directeur intervenant avant le terme de ce dernier.

Le programme pluriannuel d'investissements révisé fait l'objet d'un avenant au contrat de concession.

Article 7 - Elaboration des programmes pluriannuels ultérieurs

Les programmes pluriannuels ultérieurs au programme pluriannuel 2021-2024 seront établis en coordination avec l'actualisation du diagnostic partagé et en prenant en compte les informations contenues au bilan provisoire des investissements décrits à l'article 6.2.

Le nouveau programme pluriannuel est présenté au comité de suivi au plus tard au 30 septembre de la dernière année du programme pluriannuel d'investissements en cours. Il fera l'objet d'un avenant au contrat de concession signé au plus tard le 31 décembre de cette même année.

Article 8 - Déclinaison des programmes pluriannuels en programmes annuels d'investissements (PAI)

Article 8.1 - Elaboration des programmes annuels

Chaque programme pluriannuel d'investissements est décliné en programmes annuels. Chaque programme annuel indique la liste prévisionnelle des travaux à réaliser au cours de l'exercice considéré et les coûts estimés associés.

Le gestionnaire de réseau transmet avant le 1^{er} octobre de l'année N-1 le programme annuel de l'année N. Celui-ci s'inscrit dans le respect des engagements du programme pluriannuel, des nécessités de coordination de voirie et de la préparation des conférences départementales prévues par la législation en vigueur.

Après échanges d'observations entre les parties, le programme annuel d'investissements est présenté avant le 31 décembre au comité de suivi, pour conforter la conformité avec le PPI.

Pour sa part, l'autorité concédante planifiant progressivement une part de ses travaux sur demande de ses membres, elle apportera les éléments les plus précis disponibles au moment de chaque réunion.

Le programme annuel d'investissements précise la nature et la finalité des travaux et coûts estimés associés pour le gestionnaire du réseau de distribution. Il constitue une partie du programme prévisionnel présenté dans les conférences départementales réunies sous l'égide du préfet, telles que prévues par l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales.

Le programme annuel du gestionnaire du réseau de distribution relevant d'un PPI détaille :

- Lorsqu'elle est disponible, une carte des travaux prévus permettant d'identifier chaque chantier et d'associer les informations de détail définies ci-après ;
- la liste des travaux localisables faisant l'objet d'une décision d'investissement sur l'année N avec les informations suivantes :
 - le libellé du chantier ; suffisamment explicite pour l'autorité concédante ;
 - la finalité la plus détaillée disponible ;
 - le libellé utilisé pour la présentation des investissements dans le CRAC ;
 - la localisation selon les types de travaux : commune principale et « commune associée », adresse, postes HTA/BT concernés, départ HTA, départ BT...
 - les quantités techniques prévues (en pose et/ou dépose, longueurs de réseau BT et HTA, postes...) ;
 - les ambitions du schéma directeur et du programme pluriannuel d'investissements visées ;
 - le numéro d'affaire permettant le contrôle ultérieur et le suivi sur plusieurs exercices le cas échéant ;
 - les montants prévisionnels.

Article 2.2 - Suivi des investissements dans le cadre des programmes annuels

Le gestionnaire du réseau de distribution et l'autorité concédante réalisent chaque année un compte rendu, chantier par chantier, de l'avancement des travaux mis en service au cours de l'année N-1.

Au plus tard le 1^{er} juin de l'année N, le concessionnaire communique un fichier de suivi des travaux et mises en service ou retraits comptables entrant dans le PAI contenant à minima les données ci-dessous. Le concessionnaire fera tout son possible pour joindre à ce fichier les informations relatives aux travaux hors PAI :

- la synthèse des dépenses d'investissements par finalités n'incorporant pas celles relatives aux postes-sources,
- la liste de l'intégralité des investissements du PAI réalisés en N-1, détaillant :
 - le libellé explicite du chantier ;
 - la finalité la plus détaillée possible telle qu'utilisée dans les systèmes d'information d'Enedis et le libellé de finalité associé ;
 - le libellé utilisé pour la présentation des investissements dans le CRAC ;
 - le cas échéant, le libellé de l'indicateur du PPI concerné ;
 - le numéro d'affaire ;
 - le nom du départ HTA et du poste source associés à l'opération ;
 - pour chaque année de réalisation du chantier : quantités posées/déposées et le montant des dépenses (CAPEX).
- les mises en service et retraits comptables opérés au cours de l'année, précisant les numéros d'immobilisations et numéros d'affaires permettant un croisement avec le fichier de détail des investissements. Ce fichier précisera pour chaque ligne les origines de financement du bien incluant et distinguant les affectations de provisions pour renouvellement et d'amortissement du financement concédant.

Une vérification, opérée sur un échantillon de chantiers et portant sur les éléments techniques et comptables nécessaires à la parfaite compréhension de chaque chantier, pourra être menée par l'autorité concédante.

Dans ce cas, l'autorité concédante établit l'échantillon à partir du fichier de détail établi par le gestionnaire du réseau de distribution. Ce dernier communique sous 30 jours tous les documents utiles, à savoir a minima :

- le plan de récolement de l'affaire ;
- les éléments de contexte du chantier (présentation de l'affaire, plan SIG, etc.) ;
- le jalonnement de l'affaire ;
- l'état de dépenses détaillé ;
- la fiche IRIS de l'affaire (avec réaffectation des financements) ;
- tout document comptable permettant de justifier de l'immobilisation des ouvrages non localisés,
- la confirmation de la mise à jour de la base cartographique,
- Le devis de l'affaire le cas échéant.